1
*deussane
m...*

**BANQUE NATIONALE
POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 100 MILLIONS DE FRANCS ENTIÈREMENT VERSÉS

SIÈGE SOCIAL : 16, BOULEVARD DES ITALIENS - PARIS (9^e)

R. C. Seine 251.988 B

Assemblée Générale Ordinaire
du 17 Mars 1934

RAPPORTS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ET DU

[COMMISSAIRE AUX COMPTES

BILAN — RESOLUTIONS

(EXERCICE 1932 - 1933)

PARIS
IMPRIMERIE BARTHE & C^{ie}
51, Rue Le Peletier

1934

LISTE DES SIÈGES
DE LA
BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE
(33 SUCCURSALES — 265 AGENCES — 455 BUREAUX PÉRIODIQUES)

AGENCES A PARIS ET EN BANLIEUE :

<p>AGENCE CENTRALE, 16, Boulevard des Italiens (9^e). OPÉRA, 17, Rue Scribe (9^e). AUTEUIL, 120, Rue Lafontaine (16^e). AVENUE D'ORLÉANS, 53, Avenue d'Orléans (14^e). BARBÈS, 3, Boulevard Barbès (18^e). BLD SAINT-GERMAIN, 133, Bould Saint-Germain (6^e). BOURSE, 13, Place de la Bourse (2^e). CHAMPS-ÉLYSÉES, 37, Avenue des Champs-Élysées (8^e). ETIENNE-MARCEL, 44, Rue Etienne-Marcel (2^e). GAMBETTA, 2, Place Gambetta (20^e). GARE DE LYON, 20, Rue de Lyon (12^e). GARE MONTFARNASSE, 160, Rue de Rennes (6^e).</p>	<p>GARE DU NORD, 138, Rue La Fayette (10^e). GOBELINS, 77, Avenue des Gobelins (13^e). GRANDE-ARMÉE, 52, Avenue de la Grande-Armée (17^e). JOUFFROY, 77, Rue Jouffroy (17^e). LA BOÉTIE, 27, Rue La Boétie (8^e). NATION, 3, Place de la Nation (11^e). PASSY, 14, Rue de Passy (16^e). PLACE CLICHY, 80, Rue de Clichy (9^e). REAUMUR, 105, Boulevard de Sébastopol (2^e). TERNES, 49, Avenue des Ternes (17^e). TRINITÉ, 1, Rue de Clichy (9^e). TURENNE, 109, Rue de Turenne (3^e).</p>	<p>VAUGIRARD, 148, Rue Lecourbe (15^e). VICTOR-HUGO, 168, Avenue Victor-Hugo (16^e). VILLETTE, 30, Rue de Flandre (19^e). VOLTAIRE, 18, Boulevard Voltaire (11^e). IVRY-SUR-SEINE, 18, Rue de la Mairie, Ivry-sur-Seine NEUILLY-ROULE, 102, Avenue du Roule, Neuilly-sur-Seine. LEVALLOIS, 66, Rue du Président-Wilson, Levallois-Perret. MONTREUIL-sous-BOIS, 41, Boulevard Rouget-de-l'Isle PANTIN, 72, Avenue Jean-Jaurès, Pantin.</p>
--	--	--

SUCCURSALES ET AGENCES EN PROVINCE :

<p>ALBI ALTIRKIRCH AMBOISE AMIENS ANGERS Angers-la-Doutre ANGOULÊME ANNONAY APT ARCIS-SUR-AUBE ARGENTON-SUR-CREUSE ARRAS AUBIGNY-SUR-NÈRE AUDINCOURT AVALLON AVIGNON AVRANCHES AUXERRE BAR-SUR-AUBE BAR-SUR-SEINE BARR BAUGÉ BAYONNE BAZAS BEAUNE BELLEVILLE-SUR-SAONE BELFORT BENFELD BERNAY BESANÇON BÉZIERS BISCHWILLER BLOIS BOHAIN BOLBEC BORDEAUX Bordeaux Saint-Genès — Tivoli — Cours Victor-Hugo BOURBONNE-LES-BAINS BOURGES BRIEY BRUYÈRES CAEN CAGNES-SUR-MER CAMBRAI CANNES CARCASSONNE CARMAUX CARPENTRAS CASTELNAUDARY CASTRES CAUDRY CAVAILLON CERNAY CHABLIS CHALON-SUR-SAONE CHARLEVILLE CHARTRES CHATEAU-GONTIER CHATEAUX CHATEAUX-THIERRY CHATILLON-SUR-SEINE CHAUNY CHOLET</p>	<p>CLAMECY CLERMONT-FERRAND COGNAC COLMAR COMMENTRY CORBEIL CORBIGNY CORNIMONT COURS CRAON DAX DELLE DIEULEFIT DIEPPE DIJON DINAN DOLE DOUAI DOUÉ-LA-FONTAINE DREUX DUNKERQUE ELBEUF EPINAL EVREUX FÉCAMP FIRMINY FONTAINEBLEAU FORBACH FOUGEROLLES GAILLAC GÉRARDMER GRAULHET GRAY GUEBWILLER HAGUENAU HENDAYE ISSOIRE JOIGNY JOINVILLE JUSSEY LABOUHEYRE LA BRESSE LA CHATRE LA CHARITÉ-SUR-LOIRE LA FLÈCHE LA HAYE-DESCARTES LAVAIL LAVELANET LE HAVRE Le Havre Rond-Point LE MANS LE PUY LES ANDELYS LES CHAPRAIS LESPARRE LE THILLOT LÉZIGNAN LIBOURNE LILLE LIMOUX LISIEUX L'ISLE-SUR-LE-DOUBS LIVAROT LONGWY LONS-LE-SAUNIER</p>	<p>LOUVIERS LURE LUXEUIL-LES-BAINS LYS-LEZ-LANNOY LYON Lyon Bellecour — Brotteaux — Guillotière — La Fayette — Tolozan MANTES-GASSICOURT MARLE-SUR-SERRE MARSEILLE Marseille Dugommier — République MASEVAUX MAUBEUGE MAZAMET MEAUX MELUN METZ Metz-Serpenoise MIGENNES MONTARGIS MONTBÉLIARD MONTÉ-CARLO MONTÉLIMAR MONTÉREAU MONTLUÇON MONTPELLIER MONTRICHARD MORTAGNE MORTEAU MOULINS MULHOUSE Mulhouse Grand'Rue NANCY NANGIS NANTES NARBONNE NEMOURS NEUFCHÂTEL-EN-BRAY NEVERS NICE NIMES NOGENT-SUR-SEINE OLORON-SAINTE-MARIE ORLÉANS PAU PÉRONNE PERPIGNAN PFAFFENHOFEN PITHIVIERS PLOMBIÈRES PONTARLIER PONT-AUDEMER PROVINS PUISEAUX RAMBOUILLET REMIREMONT RENNES RIBEAUVILLÉ RIVE-DE-GIER ROANNE ROISEL</p>	<p>ROMILLY-SUR-SEINE ROMORANTIN ROUBAIX ROUEN ROYE RUEIL SABLÉ-SUR-SARTHE SAINT-AIGNAN SAINT-AMAND-MONTROND SAINT-CALAIS SAINT-CHAMOND SAINT-CLAUDE SAINT-DIE SAINT-ELOY-LES-MINES SAINT-ETIENNE SAINT-FARGEAU SAINT-FLORENTIN SAINT-FONS SAINT-GERMAIN-EN-LAYE SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT SAINT-LOUIS SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE SAINT-PALAIS SAINT-QUENTIN SALINS-LES-BAINS SARREGUEMINES SAULIEU SAUMUR SCHIRMECK SELESTAT SEMUR SENONES SENS SÈTE SOISSONS STRASBOURG TARARE TARBES THANN THIERS THONVILLE THIZY TONNERRE TOULOUSE TOURCOING TOURNON TOURS TROYES VAL D'AJOL VENDOME VERNON VERSAILLES VESOUL VICHY VIENNE VIERZON VILLEFRANCHE-SUR-SAONE VILLENEUVE-SUR-LOT VILLENEUVE-SUR-YONNE VILLERS-COTTERETS XERTIGNY YVETOT</p>
--	---	---	---

BANQUE NATIONALE
POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 100 MILLIONS DE FRANCS ENTIÈREMENT VERSÉS

SIÈGE SOCIAL : 16, BOULEVARD DES ITALIENS - PARIS (9^e)

R. C. Seine 251.088 B

Assemblée Générale Ordinaire
du 17 Mars 1934

RAPPORTS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ET DU

COMMISSAIRE AUX COMPTES

BILAN — RÉOLUTIONS

(EXERCICE 1932-1933)

PARIS
IMPRIMERIE BARTHE & C^{ie}
51, Rue Le Peletier
—
1934

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. ALBERT BUISSON, G. O. *	<i>Président.</i>
CHARLES BAUDRY,	<i>Administrateur.</i>
LOUIS BRÉGUET, C. *	—
RAOUL DE CHARBONNIÈRE, *	—
ROGER DEMON, *	—
DOMINIQUE DE DIETRICH,	—
NICOLAS GRILLET, O. *	—
EDOUARD IMBS, O. *	—
PIERRE LANTZ, *	—
RAYMOND MAZEL, O. *	—
HIPPOLYTE MIGNOT-MAHON, C. *	—
JACQUES QUELLENNEC, O. *	—
JACQUES DE ROHAN-CHABOT, O. *	—
EMILE SEGARD,	—

COMMISSAIRES AUX COMPTES

MM. P.-E. DALBOUZE, C. *
S. BIEUVILLE, *

DIRECTEUR GÉNÉRAL

M. ALFRED POSE

BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MESSIEURS,

Vous êtes réunis en assemblée générale ordinaire pour entendre le compte rendu des opérations du premier exercice de votre société et délibérer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 1933.

Depuis le jour de sa création, votre banque a exercé son activité dans une économie profondément affectée et qui n'a accusé aucun symptôme de réelle amélioration.

Sans doute, les seules statistiques laissent entrevoir, pour 1933, un progrès sur 1932, mais il s'agit là d'un mouvement peu sensible et qui est resté limité à quelques industries. Si, en effet, la métallurgie et le textile marquent une très légère avance, en revanche l'industrie si importante du bâtiment est en sérieuse régression.

L'agriculture, dont on connaît le grand rôle dans l'économie française, continue à souffrir d'une crise sévère. L'étroite réglementation du marché du blé ne lui a pas apporté le soulagement escompté. Elle a simplement accru les difficultés d'écoulement et posé un grave problème économique et financier.

Le commerce reste, lui aussi, durement atteint. A défaut de données précises sur l'importance des échanges intérieurs, les statistiques du commerce extérieur sont, sur ce point, probantes. Elles marquent, dans le total de nos importations et de nos exportations, une chute supérieure à deux milliards et demi de francs. Encore cette chute a-t-elle été atténuée du fait qu'à la diminution en valeur ne correspond pas une réduction en poids des marchandises échangées.

L'évolution des recettes brutes des chemins de fer n'a pas été plus favorable. Dans l'ensemble, ces recettes sont restées, pendant 1933, au-dessous des niveaux de 1932.

Enfin, les statistiques du chômage, celles des faillites ne révèlent aucune tendance vers un meilleur équilibre économique.

Ces données peu encourageantes placent la France dans une situation un peu particulière par rapport aux autres grands pays industriels. Alors que ceux-ci semblent s'orienter très nettement vers un avenir moins assombri, notre pays, dont il était cependant habituel d'entendre vanter la position privilégiée, continue à souffrir d'une crise toujours aussi sévère.

Cette anomalie est malheureusement trop explicable. Notre malaise économique n'est que l'une des formes de ce malaise général qui pèse depuis de longs mois sur la communauté française et dont l'incertitude dans la direction est la cause. La preuve est aujourd'hui largement administrée que, pas plus que les particuliers, les pouvoirs publics ne sauraient se soustraire, dans leur action, à la nécessité de plans mûrement étudiés et de méthodes judicieusement choisies.

C'est parce que cette vérité a été longtemps méconnue que le malaise a persisté.

Ce malaise a été accru par les grands désordres qui ont sévi sur le marché des changes. L'abandon de l'étalon-or par les Etats-Unis d'Amérique a, un peu partout, suscité des craintes quant à la solidité des monnaies restées fidèles au métal précieux. L'exemple des dépréciations monétaires est contagieux, d'autant que de telles dépréciations sont conformes à la politique du moindre effort. Et notre pays, qui n'a pas perdu le souvenir des méfaits de l'avilissement de sa monnaie, réagit très vivement à tout ce qui peut menacer une stabilité qu'il a si chèrement acquise.

De ces réactions, le marché monétaire et le marché financier ont ressenti fortement les effets. Le marché monétaire surtout, car c'est la crainte d'une dépréciation monétaire qui a certainement provoqué le mouvement de thésaurisation dont notre économie a souffert. A cette crainte également il convient d'attribuer, au moins pour

partie, les départs de capitaux étrangers, départs qui ont, eux aussi, contribué au resserrement du marché.

A la Bourse des valeurs, c'est la politique fiscale qui semble avoir eu l'action la plus forte. Les mesures proposées ou votées pour empêcher les fraudes fiscales sur les valeurs mobilières ont suscité l'inquiétude des épargnants et déterminé une forte hausse du taux de l'intérêt. Par un singulier retour, l'Etat, qui est le plus important des emprunteurs, a été la principale victime de cette hausse.

Cette brève revue de l'évolution de l'économie française au cours du premier exercice de votre société, suffit à montrer combien notre tâche a été peu facilitée par les circonstances. Nous n'avons tiré de ces difficultés qu'une nouvelle raison d'agir avec la plus grande énergie. Les lourds travaux que nous imposaient tant le transfert des comptes et des dossiers-titres d'une masse considérable de déposants, que la reprise d'actifs rigoureusement sélectionnés, ont été menés à bien.

A ces tâches s'est encore ajoutée la mise en application d'une organisation et de techniques nouvelles. Nous avons voulu, en effet, dès l'abord, fonder une maison solide, harmonieuse et ordonnée qui, tout en fonctionnant au moindre prix, pût donner à notre clientèle entière satisfaction. Nous avons été ainsi conduits à élaborer tout un plan d'action dont plusieurs parties ont déjà été réalisées et dont nous pouvons aujourd'hui d'autant mieux poursuivre l'achèvement, que les travaux matériels de la période des débuts sont à peu près terminés.

Grâce aux efforts de notre personnel, dont le zèle a été au-dessus de tout éloge, ces lourds et difficiles travaux de constitution ne nous ont pas empêchés de reprendre un contact étroit avec une clientèle souvent mal éclairée sur notre situation exacte. Du succès de ce travail de prospection, l'accroissement ininterrompu du mouvement général des caisses et du portefeuille témoigne hautement. Nos ressources, qui se sont particulièrement accrues en 1932, nos emplois commerciaux dont le développement s'est surtout produit en 1933 et sur la qualité desquels nous n'avons cessé d'exercer le contrôle le plus sévère, indiquent également la ténacité déployée en vue de donner à cette maison une activité adéquate à son volume.

Dans le domaine financier comme en matière commerciale, les efforts fournis ont été couronnés d'un très réel succès. Nous avons participé, pour une fraction qui n'a cessé de croître, à toutes les grandes opérations d'émission réalisées par l'Etat et par diverses collectivités publiques.

Nous citerons entre autres et pour la seule année 1933 les placements d'obligations de l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones, d'obligations du Trésor 4 1/2 %, de Bons du Trésor 4 1/2 % 1933-34, d'obligations Sinistrés de l'Aisne et du Pas-de-Calais, d'obligations de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, de bons du Trésor 5 % à cinq ans, de carnets de la Loterie Nationale, d'obligations des Chemins de fer Français, des Services Contractuels des Messageries Maritimes et du Chemin de fer Métropolitain, d'obligations des Chemins de fer du Maroc, des emprunts du Gouvernement Général de l'Algérie, du Gouvernement Chérifien et de diverses autres colonies, de l'emprunt du

Département de la Seine, de l'Emprunt belge et de l'Emprunt autrichien (celui-ci garanti par l'État Français).

Parmi les opérations réalisées pour le compte d'entreprises privées, nous signalerons l'émission d'obligations de la Société Alstom, de la Société Transélectrique, de la Compagnie Parisienne de Distribution d'Électricité, l'émission d'obligations Dunlop, les augmentations de capital de la Société Havraise d'Énergie Électrique, de la Compagnie du Gaz de Lyon, des Établissements Poliet et Chausson, de l'Union Industrielle de Crédit pour la Reconstitution.

L'heureuse activité ainsi déployée par nos guichets ne peut manquer de s'accroître, si la confiance, enfin rétablie, ramène dans notre pays le goût des longues entreprises et du patient effort.

Le bilan au 31 décembre 1933, que nous soumettons à votre approbation, traduit en chiffres notre politique et ses résultats. Il vous montre qu'en face d'une masse de ressources qui dépasse 3 milliards de francs, dont un peu moins de 2 milliards 800 millions exigibles à vue ou à très court terme, la masse de nos avoirs immédiatement disponibles ou réalisables à très bref délai dépasse 2 milliards et demi. C'est dire que nous ne nous sommes, à aucun moment, écartés des exigences d'une politique de liquidité, politique plus nécessaire que jamais en ces temps troublés.

Notre compte de Profits et Pertes se solde par un bénéfice de Frs : 7.482.483,64. C'est là un chiffre modeste sans doute, mais qui, pour un exercice de départ, doit être

considéré comme satisfaisant. Tel quel, ce chiffre nous aurait permis de vous proposer la distribution d'un dividende. Nous avons, toutefois, estimé qu'il ne serait pas conforme aux véritables intérêts de la Société d'ouvrir dès le premier exercice l'ère des répartitions.

Aussi, vous demandons-nous de bien vouloir ratifier la proposition que nous vous faisons de reporter à nouveau le montant de ces bénéfices, lesquels, sous la seule déduction de la réserve légale de 5 %, restent ainsi entièrement à votre disposition.

Nous espérons d'ailleurs, si la marche des affaires se maintient au rythme actuel, pouvoir mettre en distribution, à l'automne prochain, un acompte sur les résultats de l'exercice 1934.

Depuis votre dernière assemblée, nous avons, conformément à l'article 19 des Statuts de votre société, appelé à siéger parmi nous en qualité d'Administrateurs MM. Édouard IMBS et Jacques QUELLENNEC. Vous estimerez avec nous que votre société n'a qu'à gagner à s'assurer le bénéfice de leur expérience industrielle éprouvée et nous vous demandons de bien vouloir ratifier leur nomination.

Nous avons eu la tristesse, au cours de cet exercice, de perdre l'un de vos Commissaires, M. PRESTAT, Président de la Compagnie des Experts-Comptables près les Tribunaux ; vous l'aviez choisi pour sa haute compétence et sa grande autorité. Sa disparition a laissé de vifs regrets.

C'est à M. P.-E. DALBOUZE seul qu'a incombé la charge de remplir le mandat qu'il devait exercer avec M. PRESTAT.

Vous aurez à désigner vos Commissaires aux Comptes pour l'exercice en cours ; nous vous rappelons que M. DALBOUZE est rééligible. Vous aurez aussi à renouveler à vos Administrateurs l'autorisation prévue par l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

Il n'a été fait usage, durant l'exercice écoulé, de cette autorisation que pour les opérations normales et courantes de votre société, opérations dont les résultats sont compris dans les comptes que nous présentons à votre approbation.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

BILAN

BANQUE NATIONALE POUR LE

BILAN AU 31

ACTIF

Espèces en Caisse, Banque de France et Trésor Public	Fr.	356.032.367 93
Avoirs dans les Banques et chez les Correspondants	»	435.425.737 25
Portefeuille Commercial, B. D. N. et Bons du Trésor	»	1.622.711.333 55
Coupons à encaisser	»	81.071.311 95
Reports	»	14.579.750 »
Comptes Courants	»	631.271.665 75
Débiteurs par acceptations	»	43.572.415 96
Portefeuille Titres	»	8.801.760 91
Immeubles, Matériel et Installations	»	14.171.715 55
Comptes d'Ordre et Divers	»	27.270.591 74
TOTAL	Fr.	3.234.908.650 59

COMMERCE ET L'INDUSTRIE

DÉCEMBRE 1933

PASSIF

Comptes courants et Comptes de chèques Fr.	2.773.855 033 49
Bons à échéance fixe	» 258.525.447 »
Acceptations et Crédoiteurs par acceptations	» 43.572.415 96
Comptes d'Ordre et Divers	» 51.473.270 50
Capital	» 100.000.000 »
Profits et Pertes	» 7.482.483 64
TOTAL	Fr. 3.234.908.650 59

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

(Exercice 1932-1933)

MESSIEURS LES ACTIONNAIRES,

Lors de votre Assemblée Constitutive du 18 avri 1932, vous avez bien voulu me désigner, avec M. PRESTAT, Président de la Compagnie des Experts-Comptables près les Tribunaux, en vue de vous faire le rapport prévu par la loi.

Mon collègue, M. PRESTAT, étant décédé au mois de septembre 1933, je me vois dans l'obligation de me présenter seul devant vous.

Tous les documents comptables relatifs à votre premier exercice social, qui porte sur la période écoulée du 18 avril 1932 au 31 décembre 1933, ont été mis à ma disposition dans les délais légaux.

Les vérifications auxquelles j'ai procédé à la Direction Générale et le contrôle de divers postes effectué par voie

de sondage dans certains sièges, m'ont permis de constater la parfaite tenue de la comptabilité et sa concordance avec les chiffres portés au bilan qui vous est soumis.

Ce bilan s'élève à un total de . . . Fr. 3.234.908.650,59
dans lequel les disponibilités facilement réalisables concourent à l'actif pour un montant global de . . . Fr. 2.509.820.500,68
constitué par :

Les espèces en caisse, à la Banque de France et au Trésor Public.	Fr. 356.032.367,93
Les avoirs dans les banques et chez les correspondants.	Fr. 435.425.737,25
Le portefeuille commercial, B.D.N. et bons du Trésor	Fr. 1.622.711.333,55
Les coupons à encaisser.	Fr. 81.071.311,95
Les reports.	Fr. 14.579.750 »

Les procès-verbaux de vérification matérielle des existences dressés dans chaque siège, pour ceux des postes ci-dessus qui en comportent, m'ont été régulièrement produits.

En regard de ces disponibilités figurent, au passif, des comptes-courants créditeurs pour un montant de Fr. 2.773.855.033,49
en augmentation d'environ 150 millions sur les chiffres

correspondants de la situation provisoire établie au 31 décembre 1932.

L'importance de ces comptes-courants est un sûr indice de la confiance que la nouvelle Banque inspire à sa clientèle.

A ces fonds à court terme s'ajoutent les capitaux représentés par les bons à échéance fixe et les bons de caisse en circulation dont le montant, au 31 décembre 1933, figure au bilan sous la rubrique « Bons à échéance fixe » pour un total de. Fr. 258.525.447 »

L'ensemble des exigibilités, qui dépasse ainsi 3 milliards, trouve sa contre-partie, à concurrence de 2.509 millions, dans les disponibilités immédiates et dans des avances sous forme de « comptes-courants » pour Fr. 631.271.665,75

Les « Débiteurs par acceptations » qui s'élèvent à l'actif à. Fr. 43.572.415,96 ont leur contre-partie dans une somme égale inscrite au passif sous la rubrique « Acceptations et Créditeurs par acceptations ».

La composition du portefeuille-titres m'a été fournie. De même, j'ai pris connaissance du détail des différents comptes d'ordre dont les montants, portés au bilan :

A l'actif pour Fr. 27.270.591,74

Et au passif pour. Fr. 51.473.270,50
correspondent effectivement à la récapitulation des éléments justificatifs qui m'ont été soumis.

Enfin le capital Fr. 100.000.000, »
entièrement libéré à l'origine, n'a pas subi de modification.

Les produits de l'exercice, déduction faite des charges
d'exploitation et des amortissements, laissent un solde net
de Fr. 7.482.483,64

Je vous demande d'approuver les comptes du premier
exercice, tels qu'ils vous sont présentés, et d'accepter les
propositions qui vous sont faites par votre Conseil d'admini-
stration en ce qui concerne l'affectation du solde bénéficiaire.

Paris, le 26 Février 1934.

Le Commissaire aux Comptes :

Pierre DALBOUZE.

Allocution de M. le Président Albert Buisson

MESSIEURS,

Avant de passer au vote des résolutions, je voudrais
ajouter quelques mots au rapport de votre Conseil d'Admini-
stration.

Je désire tout d'abord vous dire la satisfaction que
j'éprouve à vous apporter les résultats dont vous avez
connaissance. Ces résultats tirent pour moi une valeur
particulière des circonstances dans lesquelles j'ai assumé la
tâche de fonder votre société et vous me permettez,
puisque je puis à cette occasion dissiper bien des malen-
tendus et mettre fin à quelques légendes, de rappeler
brièvement devant vous ce que furent ces circonstances.

Lorsque, à la fin de l'automne de 1931, M. le Ministre
des Finances me demanda mon concours en vue de l'aider
à résoudre les problèmes que posait la situation de la Banque
Nationale de Crédit, je vous avoue que j'hésitai longuement.
On me représenta que l'intérêt de l'économie nationale et

celui du Trésor étaient en jeu. L'économie nationale, me dit-on, risquait de perdre un organisme où le commerce et l'industrie avaient coutume de trouver une aide compréhensive et exempte de formalisme. Il importait qu'en cette période de dépression économique, la masse des clients de la Banque Nationale de Crédit, masse parfaitement saine dans son ensemble, continuât à trouver le concours auquel elle était habituée.

On invoqua également devant moi les intérêts du Trésor. Gros créancier de la Banque Nationale de Crédit, le Trésor devait essayer de valoriser les diverses parties de l'Actif de son débiteur. Or, les immeubles, les machines, les installations professionnelles, la clientèle même constituaient, dans cet actif, une masse non négligeable et qui ne pouvait intéresser qu'un établissement de crédit. D'autre part, la collaboration d'un organisme bancaire devait apporter une aide très efficace au recouvrement de créances disséminées sur tout le territoire français.

Enfin, on insista sur l'intérêt social qu'il y avait, en pleine période de dépression économique et de chômage, à ne pas priver de leur gagne-pain des milliers d'employés.

Après de pressantes démarches, je me rendis à ces arguments et j'acceptai de collaborer à la sauvegarde de tous ces intérêts. Toutefois, pour des raisons faciles à comprendre, je posai comme condition que ce serait une société complètement nouvelle qui reprendrait l'exploitation bancaire, la Banque Nationale de Crédit devant être liquidée, au profit du Trésor, par les soins d'un collège de liquidateurs entièrement indépendant de la nouvelle société.

Cette condition fut acceptée et c'est ainsi que votre Société, la « Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie », a vu le jour.

Cette Société, constituée avec les capitaux de près de 36.000 actionnaires — et non pas du tout, ai-je besoin de vous le dire, avec les fonds de l'Etat ou des autres banques de la place — j'ai voulu qu'elle fût entièrement distincte de la Banque Nationale de Crédit. Et c'est pourquoi nos relations avec la liquidation ont fait l'objet de conventions parfaitement explicites. De ces conventions, Messieurs les Commissaires aux Apports vous ont donné l'économie dans le rapport qu'ils ont présenté à votre Assemblée du 18 Avril 1932.

Mais, puisque certaines obscurités semblent encore régner dans les esprits sur ce point, je rappellerai, en quelques mots, l'essence des accords signés. En premier lieu, nous avons avec la liquidation de la Banque Nationale de Crédit des rapports d'acheteur à vendeur ou de locataire à bailleur. D'autre part, et afin de lui éviter des charges qui auraient été trop onéreuses, nous avons apporté à la liquidation le concours de notre personnel et de nos guichets. Les prestations de services ainsi accomplies et les économies que, par notre création, nous avons permis à Messieurs les liquidateurs de la Banque Nationale de Crédit de réaliser ont fait, comme il était naturel, l'objet d'une équitable rémunération.

Ainsi, la constitution de votre maison n'a occasionné de frais ni au Trésor, ni, à plus forte raison, aux banques. Bien au contraire, nous pouvons affirmer que notre création a permis à la liquidation de céder à des prix avantageux

certaines actifs professionnels de réalisation malaisée et de s'exercer dans des conditions infiniment meilleures.

Voilà donc, je l'espère, définitivement dissipée une confusion qui a été trop souvent commise.

Ce que nous avons fait depuis notre création, le rapport du Conseil vous l'a très brièvement mais très complètement exposé.

Il est, dans le bilan qui vous a été soumis, un seul poste sur lequel je voudrais m'arrêter, c'est celui des débiteurs.

Je n'ai pas besoin de vous dire que nous avons pour principe directeur de sélectionner nos risques et de les diviser. En cette matière, plus qu'en toute autre, nous n'avons jamais perdu de vue les exigences d'une politique de sagesse et de prudence, et si nous avons eu à cœur de remplir notre devoir envers l'économie de ce pays, ce fut toujours dans les limites que nous assignait la sauvegarde de vos intérêts.

Grâce aux efforts de tous, cette maison a pris son essor. Nous poursuivrons notre tâche avec toute notre énergie, mais avec modestie. Car, ainsi que je vous l'avais indiqué à votre assemblée constitutive, nous sommes contre toute politique de prestige et nous pensons que la concurrence n'exclut pas des rapports cordiaux. Notre action sera donc toujours loyale et courtoise. C'est seulement dans la qualité des services rendus, dans la recherche incessante d'une organisation toujours plus rationnelle et plus économique, que nous trouverons les moyens d'accroître le rayonnement de cette maison et de développer les premiers résultats que nous sommes heureux de vous présenter aujourd'hui.

RÉSOLUTIONS

PREMIERE RÉSOLUTION

L'Assemblée, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes du premier exercice social, arrêtés au 31 décembre 1933, tels qu'ils sont présentés.

Elle décide de reporter à nouveau, après prélèvement de la Réserve Légale, le solde bénéficiaire du compte de Profits et Pertes.

DEUXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée ratifie la nomination, comme Administrateurs de la BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE, de MM. Edouard IMBS et Jacques QUELLENNEC.

TROISIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée nomme MM. P.-E. DALBOUZE et S. BIEUVILLE Commissaires aux comptes, chargés de faire le Rapport à la prochaine Assemblée générale annuelle sur les comptes de l'exercice 1934, et fixe leur rémunération à Frs : 5.000 pour chacun d'eux.

QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale autorise, en tant que de besoin, les Administrateurs qui auront des relations d'affaires avec la présente société à passer avec elle tous traités, marchés ou entreprises, soit en leur nom personnel, soit comme Administrateurs, Gérants ou Directeurs d'autres sociétés dont ils feraient partie, le tout sauf à en rendre compte à l'Assemblée générale annuelle, conformément à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

(Toutes ces Résolutions ont été adoptées à l'unanimité).